

Présidentielle 2017 : le retour à l'ECU voulu par le FN est-il sérieux ?

 latribune.fr/economie/union-europeenne/presidentielle-2017-le-retour-a-l-ecu-voulu-par-le-fn-est-il-serieux-628563.html

Par Romaric Godin

Marine Le Pen a fait sensation ces derniers jours en évoquant un « retour à l'ECU » plutôt qu'une sortie complète de la zone euro. Concrètement, la candidate du Front National a expliqué à Reuters, par exemple, que « *l'ECU a longtemps coexisté avec les monnaies nationales* ». Elle a également assuré que « *la coexistence entre une monnaie nationale et une monnaie commune n'a aucune conséquence sur la vie quotidienne des Français* ». Pour elle, un « *serpent monétaire apparaît raisonnable et c'est une demande d'un certain nombre de pays* ».

Serpent, système, ECU ?

Cette orientation appelle plusieurs remarques. D'abord, il semble qu'il y ait quelques confusions dans les termes utilisés qui traduisent, en réalité, une confusion sur le projet lui-même. L'ECU, pour European Currency Unit (Unité monétaire européenne) a été créé en 1979. Sa création actait précisément l'échec du « serpent monétaire européen ». Ce dernier, instauré en 1972 pour protéger les pays de la Communauté économique européenne (CEE) de la fin du système de Bretton Woods en 1971, définissait des marges de fluctuations des monnaies les unes envers les autres de plus ou moins 2,25 %. Ce système était ingérable et a pris fin en 1978 où il a été remplacé par le « Système monétaire européen » dans lequel les fluctuations étaient déterminées par rapport à un panier monétaire (une valeur pondérée de l'ensemble des monnaies du système) appelé l'ECU. Cet ECU n'était pas à proprement parler une « monnaie », elle n'était pas en circulation réellement et ne fonctionnait que comme monnaie de compte pour certaines opérations intra-européennes. Les émissions en ECU étaient notamment rares.

Si donc, la demande d'un « serpent monétaire » est forte (ce qui reste à démontrer, aucun pays n'ayant réellement formulé cette demande pour l'instant), l'ECU est inutile. Et si ce que veut désormais le Front National est un ECU à la façon de 1979-1999, il ne s'agit pas réellement d'une « *monnaie commune* » coexistant avec des monnaies nationales, mais d'une unité de référence permettant de mesurer les relations entre les monnaies nationales. La différence n'est pas que de pure forme.

ECU ou « monnaie commune » ?

Le système de « monnaie commune » est une vieille idée, promue notamment en France, par les « souverainistes de gauche » autour de Jean-Pierre Chevènement. Il prévoit l'existence d'une monnaie partagée par les Etats membres pour leurs transactions hors de la zone euro. Mais, dans chaque Etat membre, la monnaie quotidienne serait nationale.

Ce système permettrait d'ajuster la compétitivité de chaque Etat en ajustant la monnaie nationale par rapport à la monnaie commune. Mais, à la différence du SME, les transactions internationales seraient bien facturées par les entreprises françaises en euro, et non en franc comme au temps du SME. Les monnaies nationales ne seraient pas négociables sur les marchés financiers internationaux, leur parité serait fixes, mais ajustables, comme jadis dans le système d'étalon-or. Dans le SME, et c'était sa faiblesse, chaque monnaie était une « matière première » pour les spéculateurs, ce qui a provoqué la crise de septembre 1992 lorsque George Soros, notamment, a attaqué la livre sterling et la lire italienne, les forçant à quitter le SME tandis que la France devait relever ses taux pour s'y maintenir. Dans un système de monnaie commune, ceci serait impossible en théorie.

Or, on ignore le choix de Marine Le Pen de ce point de vue. Elle avance un retour à un ECU qui serait une « monnaie commune » et évoque un « serpent monétaire », mais un économiste du Front National, Jean-Richard Sulzer, [semble défendre dans un entretien à Ouest France](#) l'idée de la « monnaie commune », où « les

ajustements de parité seront rares, ajustables, mais fixes » et où l'on aura deux cartes de crédit, une « *carte en franc pour les paiements intérieurs, une carte en euro ou en écu pour aller (...) dans tous les pays qui ont adopté l'écu monnaie commune, et où vous paierez en écus* ». Bref, le choix réel du FN n'est pas clair à ce stade. Mais cette confusion n'est pas un détail, c'est un élément central de la politique économique que pourrait mener le parti d'extrême-droite s'il parvenait au pouvoir.

Quelle nouvelle souveraineté monétaire ?

Car, ces trois options - serpent monétaire, SME et monnaie commune - ne permettent pas la même marge de manœuvre politique. Les deux premières obligent les Etats à disposer de réserves de change importantes pour pouvoir préserver les parités face aux marchés. Ces derniers, mais aussi les partenaires européens, réclameront ainsi à coup sûr une indépendance de la banque centrale comme garantie d'un engagement à respecter les règles du système. Cette indépendance réduira de facto la marge de manœuvre du gouvernement français, notamment en termes de politique économique. L'idée du FN de faire financer par la banque centrale une partie de ses dépenses deviendra alors très difficile. En cas de décalage important de la monnaie, lié par exemple à une crise du déficit courant, il convient de négocier avec les pays excédentaires des actions coordonnées (réévaluation ou/et dévaluation, participation à la défense de la monnaie sur les marchés....) qui ont toujours un prix en termes de souveraineté économique. Les partenaires peuvent réclamer comme prix de leurs « efforts » de réévaluation relative des parités une politique d'ajustement et donc d'austérité. Le « tournant de la rigueur » de 1983 en France, par exemple, a été le fruit du choix du gouvernement de Pierre Mauroy de demeurer dans le SME après une dernière dévaluation du franc.

Dans le cas de la « monnaie commune », la souveraineté économique est nécessairement plus limitée encore puisque l'euro, tel qu'il existe aujourd'hui demeure comme monnaie de la France, même s'il n'est pas la monnaie de transaction interne. Cette monnaie commune permet certes d'ajuster la valeur des coûts des entreprises par les parités intra-européennes, mais elle suppose aussi le maintien d'institutions « fédérales » pour gérer la monnaie commune, mais aussi pour décider des parités entre les monnaies nationales. Là aussi l'indépendance de la banque centrale sera imposée. Nul ne peut imaginer que la France dicte seule sa « bonne parité » sans que ses partenaires-concurrents ne s'en plaignent et défendent leurs propres intérêts. De même, il n'est pas certain que la « monnaie commune » conduise à l'assouplissement des critères de Maastricht. Des règles budgétaires strictes pourraient en effet être jugées nécessaires pour éviter des décalages que paieraient les autres pays à terme.

A ce sujet, ces mécanismes laissent planer des doutes sur d'autres projets du FN. Dans le cas de la monnaie commune, l'endettement des Etats sur les marchés ne pourra se faire qu'en euros, ce qui induit, du reste, le maintien de règles communes d'endettements et de déficits. Dans le cas d'un SME bis, la dette publique émise en droit français pourrait théoriquement être redénominée en franc, mais il y aura nécessairement des négociations sur ce point avec les partenaires qui pourraient exiger des concessions pour sauvegarder leur système bancaire. Le SME est une coopération, des concessions seront donc nécessaires. Or, si la dette reste libellée en devise, son coût deviendra vite très lourd compte tenu de la dépréciation du franc.

La question de la faisabilité, dans ce cadre coopératif du protectionnisme est également posée. Comment défendre l'idée d'une coopération monétaire en prétendant sortir du marché unique ? L'Allemagne est-elle masochiste au point d'accepter non seulement une réévaluation, mais aussi des droits de douane ? Le SME comme la monnaie commune ne peuvent se justifier que par le maintien d'un cadre favorable au marché unique. Or, accepter le marché unique, c'est accepter la libre circulation des personnes et une politique commerciale commune. De fait, c'est donc renoncer à un protectionnisme au niveau français et à une grande part de sa souveraineté. Le FN semble prétendre pouvoir obtenir des avantages sans contrepartie, c'est évidemment peu probable.

Un mécanisme transitoire ?

Il convient de rappeler que le FN n'a cependant jamais défendu l'idée d'une sortie unilatérale de la France de l'euro. [Dans son programme officiel de 2012](#), Marine Le Pen indiquait que « *la France doit préparer, avec ses*

partenaires européens, l'arrêt de l'expérience malheureuse de l'euro, et le retour bénéfique aux monnaies nationales » et ajoutait : *« le couple franco-allemand doit jouer ce rôle moteur dans cette concertation et cet arrêt programmé de l'expérience de l'euro »*. Le FN appelait donc à une fin complète de l'euro de manière concertée. Ce qui permet aujourd'hui à Florian Philippot, vice-président du FN, de dire que le parti *« a toujours été sur la même ligne, celle de la souveraineté monétaire »* et que l'expérience de l'ECU *« peut être transitoire »*. Le nouvel ECU serait donc une phase intermédiaire conduisant à la destruction de l'euro, comme l'ECU de 1979 a conduit à sa construction. Dans ce cas, la monnaie commune, construction plus complexe semble destinée à être plus durable et donc moins appropriée à une « transition » qu'un SME bis.

Mais, comme on l'a vu, le SME bis placera d'emblée les monnaies nationales face au verdict des marchés. Ces derniers ne s'y tromperont pas et testeront immédiatement le nouveau système en attaquant le franc pour mesurer le degré de "solidarité" du SME bis. Les cambistes voudront savoir si les Etats membres sont déterminés réellement à coopérer pour défendre un système voué à disparaître. Pourquoi l'Allemagne aiderait-elle à soutenir la monnaie d'une France qui, une fois renforcée, quittera le SME ? Il ne saurait y avoir d'aspect transitoire : ou la coopération sera durable et liée au bon fonctionnement d'un marché unique - mais alors il faudra accepter les conditions de ce marché - et elle sera assez solide, ou elle est factice et elle ne durera pas plus de quelques mois. Et il y aura alors un éclatement pur et simple de l'euro. Ces débats pèseront évidemment lourd dans les éventuelles négociations que Marine Le Pen devrait mener avec les partenaires européens.

L'Allemagne est-elle prête à la fin de l'euro ?

C'est d'ailleurs la question centrale que pose ici la stratégie du FN. Comment engager la transition vers un de ces trois systèmes ? En 2012, le programme frontiste prétendait que l'Allemagne « était prête » à la fin de l'euro, car *« elle sait qu'elle ne pourra pas financer sans fin tout le reste de la zone »*. Le texte citait un sondage d'octobre 2011 indiquant qu'une majorité d'Allemands était favorable à un retour au deutsche Mark. Cette majorité n'a cependant pas changé l'attachement des gouvernements allemands à l'euro. Désormais que la crise s'est apaisée, l'Allemagne est un des pays où l'euro est le plus populaire. La monnaie unique a bien profité à la première économie européenne qui a pu réaliser une dévaluation interne seule en 2004-2006, puis qui a vu la crise affaiblir ses principaux concurrents, en leur ôtant la capacité de dévaluer leur monnaie. Aujourd'hui, les exportateurs allemands profitent clairement du niveau très faible de l'euro alors qu'ils devraient faire face à une forte réévaluation du mark compte tenu de l'ampleur gigantesque de l'excédent courant de la République fédérale (8,5 % du PIB environ). Aucun gouvernement allemand ne semble prêt à négocier la fin de l'euro ou sa transformation en une solution qui conduirait à une réévaluation de la monnaie allemande. Quels avantages Marine Le Pen pourrait-elle proposer à l'Allemagne en échange de la réévaluation partielle de sa monnaie ?

Le choix que laissera l'Allemagne

Certes, il existe une certaine mauvaise humeur allemande vis-à-vis de la BCE et du fonctionnement de l'euro. Wolfgang Schäuble, le ministre fédéral des Finances, ne cesse de critiquer les taux bas qui ruinent les épargnants allemands et est ouvertement favorable, à un euro plus resserré autour de pays « respectant les règles ». Il ne cache pas qu'il est favorable à l'exclusion de la Grèce, par exemple. De son côté, Clemens Fuest, le président de l'institut IFO, a aussi évoqué une possible sortie de l'Italie de la zone euro. Mais ces positions ne sont pas majoritaires au sein d'une droite allemande très influencée par les milieux d'affaires qui entendent préserver l'avantage compétitif que donne l'euro à l'Allemagne. De plus, la position d'un Wolfgang Schäuble n'est pas celle d'une « fin concertée » ou d'une « nouvelle coopération » : l'euro continuera à exister et ceux qui n'y seront plus devront assumer seuls leur politique monétaire. Mieux même : du point de vue « moral » de Wolfgang Schäuble, ce sera un châtiment mérité qui devra nécessairement être douloureux. Ce rapport de force interne à l'Allemagne signifie qu'une Marine Le Pen ne pourra pas compter sur une « voie négociée » avec Berlin pour en finir avec l'euro. Dès lors, en l'absence de bonne volonté allemande, le choix du FN sera de rester dans l'euro ou d'en sortir seul.

Certes, l'Allemagne risquera gros dans ce cas et s'exposera à une forte réévaluation de l'euro face à la lire et au franc. Mais elle disposera d'une zone euro protégeant une grande partie de ses approvisionnement et elle pourra compter sur une forte compétitivité hors coûts ainsi que sur une industrie plus puissante que celle de la

France. Du reste, les élites allemandes savent depuis 2004-2005, qu'elles peuvent, en cas de besoin, obtenir la modération salariale (cela a été le cas en 2013, par exemple). Au final, la capacité française à arracher une coopération monétaire hors de l'euro semble donc très faible.

Réconcilier les deux électorats

Au final, la position de Marine Le Pen apparaît comme très imprécise et assez irréaliste et ne saurait constituer une vraie feuille de route. Le positionnement semble avant tout électoral. Sur un sujet complexe, l'important est de sauver les apparences : maintenir l'idée d'une sortie de l'euro comme objectif pour ceux qui la désirent et s'en considèrent les victimes et rassurer ceux qui, disposant d'un patrimoine et de rentes, redoutent une sortie de l'euro qui les appauvriraient. Ce sont les deux électorats du FN que l'on tente là de réconcilier par le flou et l'appel « au bon vieux temps de l'ECU » : les classes populaires et les classes moyennes aux valeurs traditionnelles. L'arrivée dans l'arène électorale de François Fillon pose un défi au FN car [ce dernier répond aux aspirations de ce deuxième électorat](#). Ce mouvement de Marine Le Pen vers des garanties de stabilité monétaire est donc une concession à cet électorat qui, quoique idéologiquement proche du FN, peut être effrayé par une sortie de l'euro.